

Compte -rendu de la réunion publique proposée par la Municipalité dans le cadre du Grand Débat National

Meymac, le 28 février 2018.

Christophe Jerretie, Député de la circonscription a répondu favorablement à l'invitation de la Municipalité et se trouvait donc présent à la réunion. A noter aussi la présence de Daniel Chasseing, Sénateur de la Corrèze qui prendra plusieurs fois la parole en son nom personnel.

Une soixantaine de personnes sont présentes dans la salle. La réunion démarre à 18h15.

Philippe Brugère maire de Meymac propose un mot d'accueil et introduit le débat de la soirée, rappelant son souhait de ne pas se limiter aux quatre grands thèmes proposés par le Gouvernement. Il invite chacun à s'exprimer librement et de façon courtoise. Lui même interviendra au cours du débat et fera plusieurs propositions concrètes.

Christophe Jerretie à son tour souhaite la bienvenue au public en rappelant qu'il est prêt à répondre aux questions mais que son souhait est surtout d'écouter afin de faire remonter les propos.

Une dizaine de militants Gilets Jaunes arrivent alors dans la salle, prennent vivement la parole - notamment au sujet de l'ISF - puis quittent tous la salle dix minutes plus tard sans écouter les réponses du Député sur la fiscalité.

La discussion sur le premier thème - Impôts Dépenses et action publique - peut alors reprendre.

- Une question sur l'injustice causée par les différences de régimes de TVA entre les entreprises du CAC 40 et les petites et moyennes entreprises

- La question de la dotation aux communes est alors évoquée mais reportée à un moment ultérieur de la réunion.

- La question de la hausse de l'imposition sur les retraites est soulevée.

- Un participant explique se sentir floué par la concession des autoroutes en ayant la sensation de payer deux fois un bien public

- La suppression de l'ISF a lésé de nombreuses associations qui ne bénéficient plus des dons

- Une participante - fonctionnaire retraitée mère de cinq enfants - explique être devenue imposable au moment du précédent quinquennat et avoir ainsi été ponctionnée de 600 euros par an.

- Une interrogation sur la hausse très récente des carburants.

Le Député Jerretie prend un temps la parole pour répondre aux interrogations; CICE, indexation des retraites, hausse de la CSG, les autoroutes. Il fait part de l'avancement des réflexions des parlementaires sur tous ces sujets.

- Sur cette partie, une dernière question sur les intentions du Gouvernement concernant l'évasion fiscale est émise. Une mise au point est faite par Christophe Jerretie.

Le second thème concernant les services public est entamé.

- Un participant demande au député la part du budget national consacré au remboursement de la dette.

- Il y a rupture d'égalité entre les communes rurales et les communes urbaines dont les habitants sont deux fois plus dotés par l'Etat. Ce à quoi s'ajoute les inégalités face aux services publics. Besoin de revenir à une notion de services publics plus équitable.

- Impression d'être oublié par la Grande Région Nouvelle Aquitaine qui ne s'intéresse guère aux territoires d'ici. Les richesses semblent être mal réparties.

- Une participante regrette que dans certains endroits le facteur ne passe plus qu'un jour sur deux.

- Il faudrait regrouper les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement (proposition reportée au thème suivant)

- Le Territoire ici est du rural profond. Et lorsque Internet et le téléphone portable ne passent pas, le territoire ne peut se développer et meurt. C'est un véritable scandale selon un participant qui constate que la vie dans ces endroits est devenue quasi impossible en hiver. Ensuite, ce même participant propose davantage de formation aux technologies numériques pour les populations locales.

- Face aux dépenses prévues dans le cadre du Grand Paris, ne pourrait-on envisager une politique d'aménagement du territoire plus intelligente ?

- L'Etat supprime trop de postes de fonctionnaires depuis des années.

- Il faudrait peut-être davantage de fonctionnaires de catégorie C et moins de hauts fonctionnaires.

- Les hauts fonctionnaires sont trop déconnectés des territoires.

Christophe Jerretie fait une mise au point sur tous ces sujets : fraude et évasion fiscale, notion de service public, questions de l'égalité entre les communes sur les dotations, sur la déconnection des services de l'Etat au niveau du terrain, sur le numérique et les zones blanches mais aussi sur le financement du Grand Paris qui n'impactera pas les territoires.

Le public reprend alors la parole.

- L'Etat a transféré des compétences aux collectivités sans transférer les agents. Celles-ci ont donc été obligé d'embaucher de nouveaux salariés au détriment de leur budget.

- Il existe aussi une inégalité en matière d'éducation. Une partie de la jeunesse ne peut poursuivre ses études et est donc comme assignée à résidence. Les jeunes d'ici sont à peu près absents des grandes écoles Parisiennes.

Troisième thème abordé : la transition écologique

- Retour sur l'idée de fusionner les ministères de l'agriculture et de l'environnement
- Plusieurs remarques sur le covoiturage : quelles mesures pour l'encourager ? Comment y penser à chaque fois qu'il y a un évènement organisé ? quels outils mettre en place pour développer le covoiturage ?
- Penser à la garde des tout-petits si on veut favoriser l'emploi.
- Il faudrait encourager le transport collectif par véhicule électrique pour les trajets courts.
- L'Etat doit mettre plus de moyens pour développer la voiture à hydrogène
- Où en est-on de la recherche sur la production d'hydrogène ?
- inquiétude soulevée par la pollution des sols par des produits dangereux pour la santé.
- Pourquoi l'Etat et les constructeurs n'ont-ils pas anticipé le problème des véhicules diesel ?
- Meymac est traversé continuellement par de très gros camions alors que l'équipement ferroviaire existe pour assurer le transport du bois.

Plusieurs questions et critiques sont alors formulées autour de la question de la fermeture des gares et du chemin de fer.

- Inquiétude liée à la pollution alimentaire (additifs, conservateurs etc ...)
- Problème du recyclage des matériaux tels que les batteries. L'Etat devrait aider davantage la recherche dans ce secteur.

Christophe Jerretie fait alors un point sur l'ensemble des remarques : trop de dépendance envers les pays producteurs de pétrole, il est favorable à des choix politiques forts sur le fret ou sur la voiture à hydrogène par exemple. Il souligne l'importance cruciale du stockage de l'électricité pour le pays.

- Les campagnes pour l'isolation à 1 euro sont faites mais le plafond pour en bénéficier est bien trop bas (Cristophe Jerretie confirme que le débat est ouvert sur cette question)
- Il faut que le Gouvernement se prémunisse davantage contre l'influence des lobbies.

- Le citoyen doit être plus souvent invité à participer à la vie démocratique (notamment au niveau des communes)

- Une question est posée sur les éoliennes et sur la nécessité de structurer notre politique sur ce domaine.

Un nouveau thème est lancé : démocratie, citoyenneté et institutions

- Proposition que la commune soit la base d'une meilleure participation des citoyens. Comment faire pour leur donner envie ?

- Les élus ont été essorés au cours de ce mandat par la succession incessantes de nouvelles réformes difficiles à appliquer et à expliquer

- Le vote blanc doit être reconnu mais il faut bien réfléchir aux conséquences sur l'élection

Le Député Jerretie insiste sur l'importance de motiver les citoyens à davantage s'investir. Il confirme que le vote blanc et le vote obligatoire font partie d'une réflexion au plus haut niveau.

- Plusieurs interventions ont lieu sur la répartition des députés

- Ne pas diminuer le nombre des élus nationaux pour conserver leur accessibilité

- Conserver le non-cumul des mandats (exemple personnel du maire de Meymac qui évoque le temps que lui prend son mandat)

- Pour définir le nombre d'élus nationaux, proposition de faire une péréquation entre le nombre d'habitants et la taille du territoire.

- Avoir davantage de proportionnel (50 / 50)

La dernière partie de la réunion est consacrée aux questions diverses

- Au souhait exprimé par un participant que les élus aient un casier judiciaire vierge, Christophe Jerretie précise que les exigences dans ce domaine sont les mêmes pour les élus que pour les fonctionnaires.

- Tarifs des Maisons de retraite trop élevés (pourquoi ne pas l'indexer sur les revenus de chacun, en tenant compte du patrimoine propose un participant)

- Le maire de Meymac fait part de son inquiétude concernant une éventuelle réforme de la loi sur la laïcité.

- Un participant s'inquiète des privatisations de la Française des Jeux et d' Aéroports de Paris.

- Une participante demande à ce que la culture ne soit pas oubliée car elle représente une valeur essentielle.

- Au questionnement sur la liaison Bordeaux - Lyon et sur l'abandon de la gare d'Ussel, Philippe Brugère maire de Meymac annonce la tenue prochaine d'une réunion publique dans sa commune.

- Les déserts médicaux et le manque de spécialistes sont évoqués.

- Une proposition est faite visant à obliger les étudiants en médecine à effectuer leur internat en zone rurale.

Après cet échange qui s'est déroulé dans un esprit de grande écoute et de manière très conviviale, le Député Christophe Jerretie promet de revenir dans un an pour faire un bilan des résultats du Grand Débat. Le Maire et le Député remercient les participants.

Ce compte-rendu sera transmis aux autorités compétentes.

La réunion se termine à 20h 55.